

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 21/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARIANEGROUP SAS (ex-Eurocryospace)

ROUTE DE VERNEUIL

BP 2

78130 Les Mureaux

Code AIOT : 0006503402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement ARIANEGROUP SAS (ex-Eurocryospace) implanté 51-61 RTE DE VERNEUIL BP71040 78131 Les Mureaux Cedex 78130 Les Mureaux. L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue dans les locaux d'Arianegroup dans le cadre d'une réunion de présentation des projets à venir sur le site. L'inspection a porté sur les installations du bâtiment N59, avec un focus particulier sur les groupes frigorifiques et les produits chimiques présents dans le bâtiment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARIANEGROUP SAS (ex-Eurocryospace)
- 51-61 RTE DE VERNEUIL BP71040 78131 Les Mureaux Cedex 78130 Les Mureaux
- Code AIOT : 0006503402
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités réalisées dans l'établissement sont associées à la fabrication de tronçons de lignes cryogéniques pour le programme Ariane 6 (projection ou injection de mousse polyuréthane, collage de plaques de composés isolants et dégraissage). Ces activités sont réalisées par Arianegroup et par

l'UAP AL-aT.

Le bâtiment où sont exercées ces activités abritait précédemment les activités du GIE Eurocryospace. Le démantèlement et la mise en sécurité de ces activités sont en cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion des produits chimiques
- la gestion des équipements contenant des gaz à effet de serre visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a permis de constater l'avancement des travaux de démantèlement des matériels appartenant à l'ESA démarrés en janvier 2023 et dont l'achèvement est prévu pour avril 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Plan des zones à risque	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Contrôle périodique des équipements et déclaration de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016 article : 4 et arrêté ministériel du 31 janvier 2008 article 4 et annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks des substances ou mélanges dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 et Règlement européen n°1906/2006 art. 31.6 et annexe II, partie B	/	Sans objet
4	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les installations du bâtiment N59, avec un focus particulier sur les groupes

frigorigènes et les produits chimiques présents dans le bâtiment.

En ce qui concerne les groupes frigorigènes, l'inspection a pu constater :

- la présence d'un inventaire des groupes frigorigènes présents dans le bâtiment N59. Cet inventaire doit être mis à jour afin de bien refléter l'état des équipements présents et les éventuelles opérations de retrofit ayant eu lieu sur les équipements.
- le respect des fréquences d'entretien pour les groupes frigorigènes présents dans le bâtiment N59. L'exploitant doit veiller à ce que les contrôles d'étanchéité soient réalisés aux fréquences précisés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.
- que la marque de contrôle d'étanchéité ou signalant un défaut d'étanchéité n'était pas systématiquement apposée à proximité de l'équipement, notamment pour les groupes frigorigènes intégrés à des machines utilisées pour le dégraissage.

En ce qui concerne les produits chimiques, l'inspection a pu constater :

- que l'exploitant dispose d'un état des stocks listant les produits chimiques présents au niveau du bâtiment N59 et que cet état des stocks précise leur emplacement et les mentions de danger associées;
- que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de ces produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks des substances ou mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8 et Règlement européen n°1906/2006 art. 31.6 et annexe II, partie B
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement Article 8 « L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux. » Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006

concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Article 31

« 6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/du mélange et de la société/ l'entreprise;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques;
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation;
- 16) autres informations »

Annexe II

Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité

PARTIE B

« La fiche de données de sécurité doit comprendre les 16 rubriques suivantes, conformément à l'article 31, paragraphe 6, ainsi que les sous-rubriques mentionnées ci-après, excepté pour la rubrique 3, dans laquelle seule la sous-rubrique 3.1 ou la sous-rubrique 3.2 doit être intégrée selon le cas.

RUBRIQUE 1 — Identification de la substance/du mélange et de la société/de l'entreprise

- 1.1. Identificateur de produit
- 1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées
- 1.3. Renseignements concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité
- 1.4. Numéro d'appel d'urgence

RUBRIQUE 2 — Identification des dangers

- 2.1. Classification de la substance ou du mélange
- 2.2. Éléments d'étiquetage
- 2.3. Autres dangers

RUBRIQUE 3 — Composition/informations sur les composants

- 3.1. Substances
- 3.2. Mélanges

RUBRIQUE 4 — Premiers secours

- 4.1. Description des mesures de premiers secours
- 4.2. Principaux symptômes et effets, aigus et différés
- 4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires

RUBRIQUE 5 — Mesures de lutte contre l'incendie

- 5.1. Moyens d'extinction
- 5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange
- 5.3. Conseils aux pompiers

RUBRIQUE 6 — Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

- 6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence
- 6.2. Précautions pour la protection de l'environnement
- 6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage
- 6.4. Référence à d'autres rubriques

RUBRIQUE 7 — Manipulation et stockage

- 7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger
- 7.2. Conditions d'un stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités
- 7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)

RUBRIQUE 8 — Contrôles de l'exposition/protection individuelle

- 8.1. Paramètres de contrôle
- 8.2. Contrôles de l'exposition

RUBRIQUE 9 — Propriétés physiques et chimiques

- 9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles
- 9.2. Autres informations

RUBRIQUE 10 — Stabilité et réactivité

- 10.1. Réactivité
- 10.2. Stabilité chimique
- 10.3. Possibilité de réactions dangereuses
- 10.4. Conditions à éviter
- 10.5. Matières incompatibles
- 10.6. Produits de décomposition dangereux

RUBRIQUE 11 — Informations toxicologiques

- 11.1. Informations sur les classes de danger telles que définies dans le règlement (CE) n o 1272/2008
- 11.2. Informations sur les autres dangers

RUBRIQUE 12 — Informations écologiques

- 12.1. Toxicité
- 12.2. Persistance et dégradabilité
- 12.3. Potentiel de bioaccumulation
- 12.4. Mobilité dans le sol
- 12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB
- 12.6. Propriétés perturbant le système endocrinien
- 12.7. Autres effets néfastes

RUBRIQUE 13 — Considérations relatives à l'élimination

- 13.1. Méthodes de traitement des déchets

RUBRIQUE 14 — Informations relatives au transport

- 14.1. Numéro ONU ou numéro d'identification
- 14.2. Désignation officielle de transport de l'ONU
- 14.3. Classe(s) de danger pour le transport
- 14.4. Groupe d'emballage
- 14.5. Dangers pour l'environnement
- 14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur
- 14.7. Transport maritime en vrac conformément aux instruments de l'OMI

RUBRIQUE 15 — Informations relatives à la réglementation

- 15.1. Réglementations/législation particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement

15.2. Évaluation de la sécurité chimique

RUBRIQUE 16 — Autres informations »

Constats :

Par courriel du 07/03/2023, l'exploitant présente l'état des stocks de substances ou mélanges dangereux présents dans le bâtiment N59. Il précise que cet état des stocks est réalisé par l'UAP AL-aT qui exerce des activités dans ce bâtiment. Cet état des stocks indique, pour chaque substance ou mélange, les mentions de danger associées, le secteur dans lequel la substance ou le mélange est utilisé, la quantité présente sur site en janvier 2023, la rubrique ICPE potentiellement associée et le code ONU utilisé pour le transport.

L'inspection constate par sondage sur trois produits référencés dans l'état des stocks que les quantités indiquées dans l'état des stocks de janvier 2023 sont cohérentes avec les quantités présentes sur site au moment de l'inspection :

- pour un des composants de la projection polyuréthane (contenant la substance avec n°CAS 9016-87-9), l'état des stocks indiquait au total 1000 kg, dont 750 kg en stockage extérieur et 250 kg en cabine PU. L'inspection a constaté la présence de 2 fûts de 250 kg dans le local de stockage de produits chimiques. Ce local était équipé d'une extinction automatique et était à l'intérieur du bâtiment.
- pour un des produits dégraissants (contenant la substance avec n°CAS 156-60-5), l'état des stocks indiquait 3300 L dans le secteur de dégraissage et l'inspection a constaté la présence de 4 fûts de 200 L environ dans le local de stockage de produits chimiques associés avec les activités de projection polyuréthane.
- pour le produit utilisé dans la cabine de projection (contenant la substance avec n°CAS 107-98-2), l'état des stocks indiquait la présence de 200 L en zone projection PU. L'inspection a constaté la présence d'un fût métallique de 200 L à l'extérieur de la cabine de projection.

L'inspection a consulté les fiches de données de sécurité (FDS) de ces trois produits figurant dans l'état des stocks du mois de janvier 2023 choisis par sondage.

Pour un des composants de la projection polyuréthane (contenant la substance avec n°CAS 9016-87-9) :

La FDS réalisée par le fabricant du produit, révisée le 23/12/2020 était au format prévu à l'annexe II révisée du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (règlement REACH), avec 16 rubriques rédigées en français.

L'inspection constate que les pictogrammes de danger SGH 07 (irritant, nocif) et SGH 08 (toxique, CMR) indiqués à la rubrique 2.2 « Éléments d'étiquetage » de la FDS sont les pictogrammes présents sur les étiquettes des fûts de la substance. L'inspection constate que la mention de danger H317 « peut provoquer une allergie cutanée » indiquée à la rubrique 2.2 de la FDS n'est pas présente dans l'étiquetage apposé sur les fûts de produit présents sur site.

Pour un des produits dégraissants (contenant la substance avec n°CAS 156-60-5) :

La FDS réalisée par le fabricant du produit, révisée le 20/11/2020 était au format prévu à l'annexe II révisée du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (règlement REACH), avec 16 rubriques rédigées en français.

L'inspection constate que les mentions de danger indiquées sur l'étiquetage du contenant de ce produit sont rédigées uniquement en anglais et n'indiquent pas l'ensemble des mentions de danger mentionnés à la rubrique 2.2 de la FDS. L'inspection constate que le produit est stocké

dans un local ventilé, ce qui est compatible avec les prescriptions de la rubrique 7.2 de la FDS ("Stocker dans un endroit bien ventilé").

Pour le produit utilisé dans la cabine de projection (n°CE 203-539-1) :

L'exploitant présente la FDS réalisée par un fabricant de produits chimiques pour ce produit.

L'inspection constate que le fût de 200 L de ce produit présent à l'extérieur de la cabine de projection n'est pas fourni par le même fournisseur de la fiche de données de sécurité présentée par l'exploitant le jour de l'inspection.

Par courriel du 17/03/2022, l'exploitant présente la FDS réalisée par le fabricant indiqué dans l'étiquetage du produit présent sur site le jour de l'inspection. Cette FDS révisée le 14/09/2021 était au format prévu à l'annexe II révisée du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (règlement REACH), avec 16 rubriques rédigées en français. Les scénarios d'exposition sont présentés après les 16 rubriques de la FDS, ces scénarios d'exposition sont rédigés en français également (l'inspection remarque que les titres des scénarios d'exposition sont en anglais).

La rubrique 15.1 de la FDS indique que cette substance est soumise à des restrictions listées à l'annexe XVII du règlement REACH (entrées 3, 30 et 40). L'inspection n'a pas été en mesure de constater si les restrictions sont applicables à l'utilisation faite de cette substance par l'exploitant.

L'inspection constate que les pictogrammes de danger SGH 02 et SGH 07 indiqués à la rubrique 2.2 « Éléments d'étiquetage » de la FDS sont les pictogrammes présents sur les étiquettes du fût de la substance.

L'inspection constate qu'un extincteur à eau pulvérisée (réf. Extincteur n°4), dont la dernière vérification a été réalisée en mai 2022, était placé à proximité du fût de 200 L de ce produit, ce qui est compatible avec les conditions de stockage mentionnées à la rubrique 7.2 de la FDS « Eteindre l'incendie avec de la mousse résistant aux alcools, du dioxyde de carbone, de la poudre sèche ou de l'eau diffusée ».

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement Article 10: « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. [...] »
Constats : Par courriel du 07/03/2023, l'exploitant transmet les plans des zones à risque du bâtiment N59, indiquant : <ul style="list-style-type: none">• la répartition des rubriques ICPE au rez-de-chaussée• la répartition des rubriques ICPE au niveau 1• la cartographie des risques, indiquant avec les symboles SGH les différents dangers associés, mise à jour au 22/02/2023. L'inspection note par sondage que les groupes froids n°1 et n°2 , avec une capacité de 285 kg de fluide R134A ne sont pas indiqués dans la répartition des rubriques ICPE au rez-de-chaussée/ niveau 1 ni sur la cartographie des risques qui ne correspondent qu'aux rubriques et risques identifiés pour les activités de l'UAP AL-aT. Conclusion : L'exploitant doit mettre à jour son plan des zones à risque du bâtiment N59 en tenant compte de l'ensemble des activités exercées dans le bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 de l'annexe I
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes - inventaire des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annexe I : Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 3.3. Etat des stocks de fluides « L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport. »
Constats : Par courriel du 07/03/2023, l'exploitant transmet l'inventaire des groupes froids du bâtiment N59 pour les activités Arianegroup, cet inventaire fait état de 4 groupes froids, dont deux à l'arrêt : un groupe qui a été dépollué et un groupe à l'arrêt. Cet inventaire précise : <ul style="list-style-type: none">• la capacité unitaire des équipements en kg;• le fluide contenu. Pour un des équipements, le groupe froid n°4, le type de fluide n'était pas précisé. L'exploitant a précisé que cet équipement utilisait du R407C.• l'emplacement du groupe froid.• l'état de fonctionnement des équipements (arrêt/ dépollué, normal, arrêt). L'exploitant précise que : <ul style="list-style-type: none">• le groupe froid n°1 était à l'arrêt et en cours de vidange, car les besoins du bâtiment ont diminué.• le groupe froid n°2 est en fonctionnement.• le groupe froid n°3 est arrêté (ce groupe froid est situé en toiture).• le groupe froid n°4 avec de 4 kg de fluide frigorigène R407C est en fonctionnement. Par courriel du 18/03/2023, l'exploitant transmet l'inventaire des groupes froids du bâtiment N59, utilisés par les activités de l'UAP AL-aT. Cet inventaire précise, pour chacun des groupes froids : <ul style="list-style-type: none">• leur emplacement dans le bâtiment ;• la capacité de l'équipement en kg de fluide;• le fluide contenu. L'inspection constate qu'une des machines SOLVACS possède 3 groupes froids de 11 kg avec du R404 A comme fluide frigorigène, ce qui correspond aux indications de l'inventaire transmis par l'exploitant pour les installations relevant des activités de l'UAP AL-aT. Par courriel du 18/03/2023, l'exploitant transmet les dernières fiches d'intervention (formulaire cerfa n°15497*02) sur ces groupes froids en date du 05/01/2022 : ces fiches indiquent qu'un retrofit a été réalisé sur cette machine qui fonctionnait à présent avec du R442A. L'inventaire présenté n'indique pas la présence sur site de 3 machines de 11 kg fonctionnant avec du R442A. Par courriel du 28/06/2023, l'exploitant transmet la dernière fiche d'intervention (formulaire cerfa n°15497*03) pour ces groupes froids qui, selon les fiches, utilisent le R442A comme fluide. L'inspection remarque que la quantité cumulée de fluide indiquée dans les documents transmis par ALAT (754 kg) ne correspond pas à la quantité de fluide de la rubrique 1185-2a indiquée dans le dernier tableau de classement ICPE du site acté par lettre préfectorale en date du 23 décembre 2022.

L'exploitant précise qu'aucun des équipements des deux inventaires présentés ne dispose d'un système de détection de fuites. L'inspection constate qu'aucun des équipements présentés dans les deux inventaires ne présente une charge supérieure à 500 tonnes équivalentes CO₂.

Par courriel du 20/03/2023, l'exploitant transmet un document à propos de l'état au 14/03/2023 du groupe froid n°3 situé en toiture. L'inspection n'a pas visité cette installation pendant la visite. Les éléments présentés dans le document indiquent que l'installation est à l'arrêt depuis juillet 2021 et que les contrôles périodiques d'étanchéité sont réalisés tous les 6 mois (les deux derniers contrôles ont été effectués le 13/05/2022 et le 31/10/2022 selon le document).

Conclusions :

L'exploitant doit mettre à jour l'inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site, en faisant figurer l'ensemble des équipements présents sur site et les fluides de ces équipements.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une mise à jour des quantités associées à la rubrique ICPE 1185-2a.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes : Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article R. 543-78 du code de l'environnement

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Constats :

L'inspection consulte par sondage les dernières fiches d'intervention relatives aux groupes froids

de 11 kg de fluide de la machine SOLVACS.

Par courriel du 18/03/2023, l'exploitant présente 3 fiches d'intervention (cerfa n°15497*02) relatives à la dernière intervention réalisée sur les groupes froids de la machine SOLVACS en date du 05/01/2022. Par courriel du 28/06/2023, l'exploitant transmet les 3 fiches d'intervention (formulaire cerfa n°15497*03) relatives au contrôle réalisé sur ces trois groupes froids. L'ensemble de ces interventions a été réalisé par un opérateur détenteur d'une attestation de capacité, dont le numéro d'attestation est renseigné dans la fiche d'intervention.

L'inspection constate que cet opérateur dispose d'une attestation de capacité en cours de validité sur le site : <https://data.ademe.fr/datasets/operateur-atteste-gf>.

L'inspection consulte également par sondage la fiche d'intervention (formulaire cerfa n°15497*03) relative au dernier contrôle réalisé sur le groupe froid n°2 en date du 27/04/2023, transmise par courriel du 28/06/2023.

L'intervention a été réalisée par un autre opérateur détenteur d'une attestation de capacité, dont le numéro de l'attestation est renseigné dans la fiche d'intervention. L'inspection constate que cet opérateur dispose d'une attestation de capacité en cours de validité sur le site : <https://data.ademe.fr/datasets/operateur-atteste-gf>.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle périodique des équipements et déclaration de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4 et arrêté ministériel du 31 janvier 2008 article 4 et annexe II.

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes : Fréquence des contrôles périodiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés

Article 4

« Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg	12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg	6 mois	
	300 kg ≤ charge	3 mois	
HFC, PFC	5 t. éq. CO2 ≤ charge < 50 t. éq. CO2	12 mois	24 mois
	50 t. éq. CO2 ≤ charge < 500 t. éq. CO2	6 mois	12 mois
	500 t. éq. CO2 ≤ charge	Équipement mobile	3 mois
		Équipement fixe	6 mois
		Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois

»

Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets

Article 4

« I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident. [...]»

Annexe II

Liste des polluants

« [...]»

Polluant (1) : Hydrofluorocarbones (HFC) (4)

Dans l'air (kg/an) : 100

Dans l'eau (1b) (kg/an) : -

Dans l'eau (1b) (g/jour) : -

Dans le sol (kg/an) : - »

Constats :

L'inspection a consulté par sondage les fiches d'intervention de groupes froids présents sur site.

Pour les 3 groupes froids avec 11 kg de capacité fonctionnant au R404A (environ 43 tonnes éq.CO2), la périodicité des contrôles d'étanchéité définie à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 est de 12 mois.

La fiche d'intervention présentée par courriel du 18/03/2023 indique que la dernière intervention sur ces groupes (retrofit et passage au R442A) a eu lieu le 05/01/2022. L'inspection a constaté sur le terrain que ces groupes n'avaient pas le marquage relatif au contrôle d'étanchéité (cf. prochain point de contrôle). Par courriel du 28/06/2023, l'exploitant transmet les fiches d'intervention (cerfa n°15497*03) pour ces équipements en date du 11/05/2023. L'inspection constate que la périodicité entre deux contrôles n'a pas été respectée.

Pour les groupes froid n°1 et n°2 ayant chacun 285 kg de capacité et fonctionnant au R134A (environ 408 tonnes éq. CO2), la périodicité des contrôles d'étanchéité définie à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 est de 6 mois.

Par courriel du 20/03/2023, l'exploitant présente les fiches réalisées par l'entreprise en charge de la manutention des groupes froids sur site. Ces fiches indiquent que pour le groupe froid n°1, les derniers contrôles ont été réalisés :

- Au 13/05/2022 – contrôle d'étanchéité périodique réalisé sans détection de fuites et prochain contrôle prévu le 13/11/2022 (périodicité de 6 mois);
- Une demande de démantèlement est réalisée au 12/11/2022. Au 21/11/2022, contrôle d'étanchéité réalisé. Ce contrôle a constaté des fuites, sans réparation de la fuite, et il est indiqué que l'installation est à l'arrêt.
- Au 31/01/2023, intervention réalisée en vue du démantèlement de l'équipement, avec la récupération de 42 kg de fluide (pour une capacité de 285 kg, avec une fuite de l'équipement de 95 +95 kg, soit 190 kg de fluide R134A , un hydrofluorocarbène- HFC).

L'établissement étant soumis à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et de déchets, transmise par la plateforme GEREPE, l'inspection rappelle à l'exploitant que cette fuite devra être déclarée dans le bloc « air » de la déclaration annuelle relative aux émissions de l'année 2023.

<p>Pour le groupe froid n°2, l'exploitant présente la fiche d'intervention (cerfa n°15497*02) pour le contrôle d'étanchéité réalisé le 13/05/2022, qui ne relève pas de fuites.</p> <p>Les fiches réalisées par l'entreprise en charge de la manutention des groupes froids sur site présentées par l'exploitant par courriel du 20/03/2023 indiquent qu'un contrôle d'étanchéité périodique a été réalisé le 06/12/2022 et que le prochain contrôle serait prévu le 06/06/2023 (périodicité de 6 mois).</p> <p>Par courriel du 28/06/2023, l'exploitant a transmis la fiche d'intervention (formulaire cerfa n°15497*03) relative au contrôle d'étanchéité réalisé sur le groupe froid n°2 au 27/04/2023. Des fuites n'ont pas été constatées lors de ce contrôle.</p> <p>Conclusions :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets relatifs au fluide qui a été récupéré lors du démantèlement des deux circuits du groupe froid n°1.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection la fiche d'intervention (formulaire cerfa n°15497) du contrôle d'étanchéité réalisé le 06/12/2022 sur le groupe froid n°2.</p> <p>L'exploitant veille à déclarer dans la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et de déchets transmise via la plateforme GERE, les émissions accidentelles de polluants, y compris les fluides frigorigènes, qui dépassent le seuil fixé à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 pour ces polluants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Marque de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes : Marque de contrôle à apposer
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés</p> <p>Article 6</p> <p>«Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. »</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 7</p>

<p>« Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>[...]</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>[...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les 3 groupes froids de la machine SOLVACS n'ont pas la marque de contrôle relative à la réalisation du dernier contrôle apposée sur les groupes. L'inspection constate que les groupes froids n°1 et n°2 ont les marques de contrôle d'étanchéité apposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour le groupe froid n°1, la marque de contrôle de couleur rouge indique que l'équipement présente des fuites. L'inspection constate que l'équipement est à l'arrêt. L'exploitant transmet à l'inspection les dernières fiches réalisées par l'entreprise en charge de la maintenance de ces équipements, qui indiquent que le démantèlement est en cours (cf. point de contrôle n°5). • pour le groupe froid n°2, la marque de contrôle de couleur bleue indique que l'équipement est reconnu étanche jusqu'à mai 2023. <p>Conclusion :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs indiquant que la marque de contrôle d'étanchéité a bien été apposée sur l'ensemble des groupes froids de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>